

CONFERENCE PUBLIQUE DU PARTI CDP A BRUXELLES: VOICI DE QUOI TIENT NOTRE ORIGINALITE



De droite à gauche : Didace Baranderetse, modérateur ; Anicet Niyonkuru, Président du Parti CDP, Sébastien Ntahongendera, Vice-président et porte-parole.

Comme annoncé voilà deux semaines, le président et le Vice-président du Conseil Des Patriotes (CDP) ont co-animé une conférence publique à Bruxelles dans la salle « Paul Delvaux » de l'Auberge de Jeunesse Jaques Brel. Le moins que l'on puisse dire, le CDP a convaincu !

Les 3 heures 30 minutes que la conférence-débat a duré ont été trop peu pour certains participants qui aimeraient en savoir plus.

Au cours de la conférence-débat, pas de question-polémique enregistrée, plutôt des questions de compréhension, des contributions ou des remerciements à l'équipe de concepteurs de la politique du Parti CDP ainsi que des appréciations positives quant à la qualité de l'exposé.

«Le CDP reste le seul parti d'avenir pour le Burundi.», dit un participant plus que convaincu.



Vue du public

Trois grands thèmes étaient inscrits à l'agenda des débats : les voici, dans leur formulation originale :

- l'originalité du CDP : ou ce que veut le Burundais ;
- le gouvernement Nkurunziza en perte d'appétit pour les élections de 2010 ;

- *Mémoire du Parti CDP en rapport avec le génocide hutu depuis 1972* : présentation du livre et cérémonie de dédicace.

On aurait pu donner ici le condensé de la conférence en quelques lignes. Vue la richesse du discours et de ce fait même l'intérêt qu'il a suscité auprès de ceux qui

étaient présents, nous avons opté, et sur forte demande des participants, pour la présentation quasi intégrale des textes de la conférence.

Nous le ferons par coupure ; nous publions pour le moment la première partie du Discours.

I. L'ORIGINALITE CDP : OU CE QUE VEUT LE BURUNDAIS

L'originalité du CDP tient déjà de ses signes symboliques.

Dans une explication qui a convaincu le plus incédis, Monsieur Anicet Niyonkuru, Président du CDP, a passé en revue les différents signes et symboles du Parti.

En voici les plus saillants :

1. Du logo



En gros plan apparaît le grenier, symbole d'une double richesse du pays :

a) une richesse matérielle qui se traduit par la prospérité économique en général et l'autosuffisance alimentaire en particulier ;

b) une richesse non matérielle qui se traduit par la sécurité, la paix et toutes les autres valeurs culturelles et humaines.

Le grenier est adroitement posé sur 3 pierres et est suffisamment volumineux pour pouvoir contenir toutes les richesses énumérées supra.

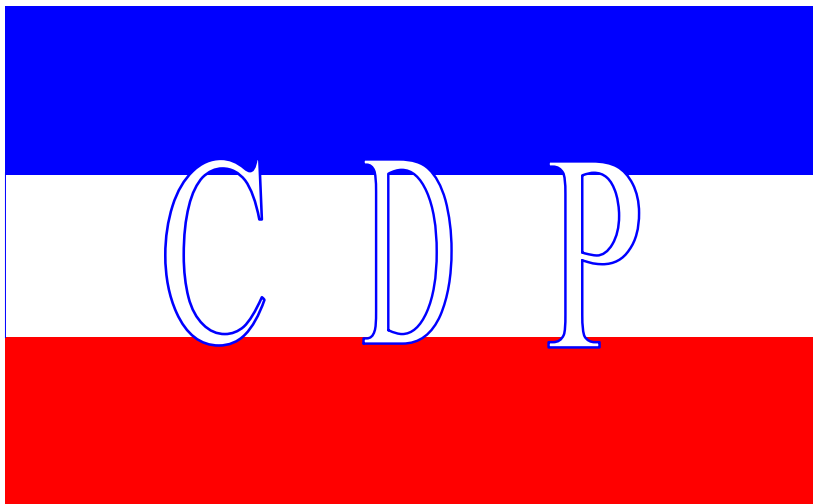
Le trépied a deux significations :

a) les trois pierres signifient la solidarité, la justice et la dignité qui constituent les assises de la paix et de la prospérité économique du Pays, les deux étant interdépendantes.

b) les trois pierres évoquent aussi les trois composantes ethniques du Burundi, les Hutu, les Tutsi et les Twa, qui doivent faire montre d'unité et de synergie pour pouvoir accéder à la richesse symbolisée par le grenier.

La solidarité, la justice et la dignité constituent des piliers consubstantiellement liés ; une trilogie en synergie sur laquelle doivent reposer la sécurité, la paix, la prospérité économique et les valeurs culturelles, dans une société libre et démocratique composée de Hutu, de Tutsi et de Twa.

2. Du drapeau : ou les couleurs du Parti :



Les couleurs du Parti sont le rouge-sang en bas, le blanc au milieu, le bleu-ciel en haut.

a) Le rouge-sang symbolise le sang des innocents versé ; sa position en bas de tout évoque d'une part le fait que l'histoire du Burundi repose malheureusement sur des actes sanguinaires, d'autre part le feu « purificateur » que nous-mêmes les Burundais avons allumé et que nous nous devons d'éteindre d'abord et une bonne fois pour toutes pour une ascension vers le ciel.

b) Le blanc doit être interprété non pas selon la croyance qui nous est venue d'autres civilisations, mais à la lumière de la tradition burundaise : c'est d'abord le symbole de l'acquiescement dans le sens de la justice (cf.

"kwambikwa izera" littéralement se faire porter un costume blanc, ce qui signifie "être quitte"), ensuite le symbole du bonheur (cf. "wa kintu urambera nyamweru" = que cet acte me porte bonheur ; "iyo ngabire irakwerera" = que ce don te porte bonheur) et enfin le symbole de l'exorcisation (cf. "Intama nyamweru" le mouton blanc, qui, chez nous, est utilisé dans les diverses exorcisations).

c) Le ciel est symbolisé par le bleu-ciel franchissable en passant par le blanc.

Les trois caractères « CDP » en blanc-bleu font la liaison entre le rouge et le bleu en passant par le blanc pour signifier que la paix et la stabilité de l'Etat burundais ne peuvent se réaliser autrement qu'en mettant fin à la psychose du génocide.

3. De la devise du parti

En français, la devise du Parti est :

- a) Solidarité
- b) Justice
- c) Dignité

En Kirundi, la devise du parti a été conçue à la manière traditionnelle de formuler les souhaits, qui prend souvent la forme verbale du mode impératif. Ainsi avons-nous choisi de dire :

- a) Hane Sangwe
- b) Sangwe Intahe
- c) Tashwe Iteka

Quelle que soit la langue du discours, la formule introductive se prononce en Kirundi :

”Tugire amahoro”(= « Faisons la paix » , ou « ayons la paix » (2fois)

On répond : ”Twese”(= nous tous)

Après la deuxième fois, l’orateur reprend la devise du parti en Kirundi.

Les interlocuteurs répondent encore ”Twese”.

Le signe de salutation distinctive du CDP se fait par une main levée, les 5 doigts bien dressés, tout cela accompagné de l’expression : ”Tuv-i-buja” et l’interlocuteur répond ”Tuje ku murongo”.

”Sangwe CDP ” et ”Twese” comme réponse est une autre formule de salutation utilisée lors des rencontres officielles.

Voilà, du point de vu symbolique, ce qu’il faut retenir du Parti CDP.

L’originalité du CDP tient ensuite de son Projet de Société, comme vous allez le voir avec certaines de nos innovations. Le projet de Société du CDP reflétant son idéologie, je trouve nécessaire de remémorer d’abord les uns et peut-être annoncer aux autres les grandes articulations de notre idéologie.

1. Les grandes articulations de l’idéologie du CDP.

L’idéologie du CDP se trouve être un ensemble de principes, qui peuvent se résumer en 4 points :

- 1) résoudre une bonne fois pour toutes la question des génocidaires, des assassins de tous ordres et de tous les malfaiteurs restés impunis ;
- 2) cesser de faire des questions « STABILITE POLITIQUE et SECURITE PUBLIQUE » de fumeux slogans de propagande, mais une chaîne causale de vertus patriotiques en action ;
- 3) instaurer «une Justice juste» ;
- 4) développer le pays avec le peuple et non à côté du peuple.

Le fond de l’idéologie du CDP répond à une problématique, que je peux ainsi formuler : **« Comment développer un pays avec un peuple en proie à une instabilité morale chronique ? »**

Nous au CDP, nous postulons qu’aucun pays au monde ne peut prospérer avec une écrasante majorité de sa population toujours en état de stand-by pour l’exile ! Et tout devient encore plus compliqué quand au sein même de cette majorité les rivalités sanglantes se vivent comme une loi naturelle !

Aujourd’hui, quand un Tutsi tue un Hutu ou vice-versa, cela seulement interpelle l’opinion. Mais que les Hutu se livrent entre eux de sanglantes batailles, ça ne trouble le sommeil à aucun politicien, à l’image de ce qui s’est passé à Buterere en 2007. Ironie du sort, Buterere abrite les corps de presque tous les Hutu massacrés à Bujumbura durant le génocide de 1972 ! Dans son livre Niyonzima Hermenegilde parle même de la première plus grande fosse commune de l’Afrique indépendante.

Donc, que des politiciens à la mémoire délabrée commanditent des tueries entre les gens sur les tombes de leurs pères et grands pères, c’est une preuve que nous sommes toujours en quête d’une gouvernance digne de notre histoire ! Et c’est ça qui fait qu’au CDP, nous considérons la question de la réconciliation nationale sous un double angle intra-et inter-ethnique.

Ce dont je suis conscient, c’est que les Hutu ont subi impunément des actes de génocides ; les Tutsi ont fait les frais de la vengeance privée, qui, hélas, est inhérente à toute situation de dénie de justice. Et il n’est besoin d’être de telle ou telle autre ethnie pour constater cela ; c’est une question de prise de conscience de la valeur d’un être humain ; c’est une question de mettre l’instinct humain en éveil, bref, une science de la conscience !

La réconciliation, mère de tout développement, passera par cette science de la conscience !

Aucune nation ne peut se bâtir sur des comédies de réconciliation ; aucun peuple ne peut prospérer dans un pays où les uns les autres se regardent pour s'éviter et s'embrassent pour s'étouffer !

En un mot donc, le CDP n'est ni une dialectique ethnisante, ni un modérantisme enfantin ; le CDP, c'est la prise de conscience du mal que l'on subit ou que l'on peut faire subir, laquelle conscience se trouve être la condition pour tout développement positif. Car le développement négatif, ça existe aussi ; et c'est ce que nous vivons.

Pour sortir de ce « développement négatif », donc « ubuja », l'indignité », le CDP s'est proposé dix principes. En voici le contenu commenté, et, en deux versions (kirundi et français).

AMABWIRIZWA 10 YO KUVA MU BUJA

1. Baduka bwampi ku gikorwa !

Umurundi uti :« Iyva ya dosiye nagushinga ni gute » ? Nawe ati : « Irya nta ngorane iteye ! Ndiko ndihweza ingene notangura kwiyumvira ukuntu noraba uburyo bwo kwihweza ingene nogerageza

kuyikora, ngaca ndaba ingene noyigushikiriza ningoga » !

Ntiwiyumvitanye ; "uwukubita igishegu arakijaniranya".

Kwiyumvira gukora ejo ivyo ushoboye

gukora unomusi, ni ubundi buja

dutegerezwa kuvamwo !

2. Serura ingorane z'amoko mu mvugo yumvikana !

Kwemeza ko ikibazo c'ubwoko mu Burundi carangiye mu gihe hari abakoze amaraso bacidegemvya nk'uko umenga ikiremwa muntu nta giciro gifise, ni ubundi buja dutegerezwa kuvamwo.

3. Irinde gufatira abantu mu kivunga !

Kuvuga ko ari ubwoko bwamaze ubundi, tukarenza uruho rw'amazi ku nkozi z'ikibi zizwi kandi zidegemvya ari nazo zigejejeUburundi muri kano kaga burimwo, ni ubundi buja dutegerezwa kuvamwo.

4. Itwararika ko Uburundi butotwarwa n'abafise iminwe icuye cabure iboshwe !

Kutamenya ko iminwe yakoze amaraso idasabwa amahoro, ni ubundi buja dutegerezwa kuvamwo.

DIX PRINCIPES POUR SORTIR DE L'INDIGNITE

1. En même temps est mieux !

Agis proptement , travaille vite et bien, rondement pour utiliser le vrai mot ; ne fais pas dormir les dossiers ; évite la manière burundaise de traiter les dossiers, qui se résume en ceci: « Le dossier que vous m'avez confié, je suis en train de voir comment je pourrais commencer à penser à réunir les voies et moyens pour commencer à le traiter, quite à voir comment je pourrais l'appréter dans les meilleurs délais » !

Remettre à plus tard ce que tu pourrais faire aussitôt, c'est un genre d'archaïsme et d'indignité, auquel nous devons dire adieu.

2. Traite la question ethnique dans un langage qui convient !

Il faut éviter de verser dans la logomachie modérantiste de Type : « ikibazo c'ubwoko carangiye » (La question ethnique est de la vieille histoire). Un tel langage tient soit de la résignation, soit du négationnisme cynique. En effet, la question est toujours posée puisqu'il y a des Burundais qui ont été massacrés seulement pour leur appartenance ethnique, et dont les bourreaux n'ont jamais été inquiétés. Or, quand des gens qui massacrent d'autres pour leur appartenance ethnique ne peuvent pas être inquiétés, c'est que la question ethnique est plutôt encore plus grave qu'on ne le croit ! Le vrai débat se trouve dans la dépénalisation du crime de génocide.

Avoir honte de rehausser le débat à ce niveau, c'est un autre genre d'archaïsme et d'indignité, auquel nous devons dire adieu.

3. Evite la globalisation et le manichéisme de bas étage !

Aucun Burundais n'a un dos suffisamment résistant pour soulever indéfiniment le poids des crimes commis par des gens qu'il n'a ni connus ni mandatés. Ne pas comprendre cela, c'est un autre genre d'archaïsme et d'indignité, auquel nous devons dire adieu.

4. Refuse que le Burundi soit dirigé par des gens aux mains sales et/ou liées !

Ne pas reconnaître que les mains qui ont pactisé avec l'épée ne sont pas les mieux placées pour offrir la paix, c'est un autre genre d'archaïsme et d'indignité, auquel nous devons dire adieu.

5. Tuvuge rumwe kandi rwa gishingantahe ku kibazo c'ikigongwe : ntauha ikongwe uwutakimusavye !

Gutanga ikigongwe c'ikivunga utamenye uwo icaha cagira ngo we nyene yisabire ikigongwe, bisa n'ukwugaranira intambwe mu ntama kandi uzi ko buca isubira kwiha inkumbi.

Ubwo ni ubundi buja dutegerezwa kuvamwo.

6. Tugwize abanywanyi dukoresheje uburyo bw'igitigiri ngwizwako !

Kumenya ko ku musi ku musi utegerezwa kuronka abantu batatu ubwira Umugambwe w'Inserukarukamvyeye CDP, ukongera ukaronka abanywanyi batatu mundwi, nabo bagaca bakora nk'uko nawe ukora, bakarondera abandi, ubwo ni ubwenge bwo kugwiza abanywanyi mu kanya gato. Utabigize uko, uzohera mu buja wategerezwa gusohokamwo!

7. Razwa ishingira n'amaganya y'umugenzi !

"Wanka gutekeza umugenzi mukirirwana". Kutazirikana uwo mwibutsa, ni ubundi buja dutegerezwa kuvamwo.

8. Biba hose ; humva amatwi !

Gutinya kwigisha ivyiyumviro birashe ngo ni uko abakwumviriza bohava batavyemera, ni ubundi buja dutegerezwa kuvamwo.

9. Hagarara burásoro !

Anka ko bakwicarako ! Bishitse naho bakawicarako, vobavoba ntiwibire, ureke kuba mpebezirye ; uhagarare burásoro. Kwigira igitebo ukayozwa ivu, ni ubundi buja dutegerezwa kuvamwo.

10. Tanga inyoni ku kivi !

Kutamenya ko amasaha ari amasahagu, ni ubundi buja dutegerezwa kuvamwo.

5. Tiens un langage unique, cohérent et responsable sur la question du pardon : on pardonne à qui le demande.

On n'accorde le pardon qu'à celui qui le demande ; ne prétendons pas être plus saints que Saint Augustin. Ne disait-il pas ? « On peut être cruel en pardonnant, de même qu'on est parfois miséricordieux en punissant ». Accorder le pardon anonyme, sans identification des vrais coupables, c'est comme enfermer un lion dans la bergerie ; et c'est un autre genre d'archaïsme et d'indignité, auquel nous devons dire adieu.

6. Recrute avec la méthode de « raison à progression géométrique » !

Adopter la formule 3^3 comme stratégie de recrutement. Chaque Patriote doit parler du CDP à au moins trois personnes par jour et recruter au moins 3 personnes par semaine. Constitue un réseau qui fonctionne sous forme de progression géométrique avec "3" comme raison (3^3) ! Si tu n'agis pas de cette façon, tu auras choisi de rester dans l'archaïsme et l'indignité.

7. Prends le problème de ton prochain comme ton propre problème ! ("avoir le sens du souci pour autrui")

Considère la « solidarité active » comme un principe sacro-saint au sein du CDP ; fais du CDP non seulement une famille politique, mais aussi une famille sociale dont l'entraide mutuelle constitue l'un des piliers fondamentaux. « Wanka gutekeza umugenzi mukirirwana ». (Qui refuse d'aider un ami à faire ses valises retarde l'heure du départ). Ne pas prendre ce proverbe en compte, c'est choisir de rester dans l'archaïsme et l'indignité, auxquels nous devrions dire adieu.

8. Sème à tout vent !

Ne rate aucune occasion pour parler du CDP. Quand bien même l'interlocuteur ne serait pas d'accord avec ce que tu lui auras dit, il aura entendu. Avoir peur ou honte de diffuser les idéaux du parti sous prétexte que tu risques de ne pas être cru ou compris, c'est un autre genre d'archaïsme et d'indignité, auquel nous devons dire adieu.

9. Aies un esprit d'effort permanent, de résistance et de résilience ! (« guhagarara burásoro »)

Ne t'affesse pas sous le poids des tortionnaires et autres violeurs des droits humains ; tiens tête non pas comme une barre de fer qui se plie pour y rester pour de bon, mais apprend à t'amortir comme un ressort, et bondis dès que l'oppression lâche prise ; « hagarara burásoro » ! Se laisser conduire à l'aveuglette mais surtout courber l'échine à toute prédation, c'est un autre genre d'archaïsme et d'indignité auquel nous devons dire adieu.

10. Sois toujours ponctuel !

Ne pas savoir que l'heure qui s'en vas ne revient jamais, c'est un autre genre d'archaïsme et d'indignité, auquel nous devons dire adieu.

Cette présentation succincte de l'idéologie du CDP comprise, je m'en vais au projet de Société du CDP.

2. Le projet de Société du CDP

« Pour être un homme politique, il suffit de savoir ce que veut le peuple et de le crier plus fort que lui », disait Nasser.

Que veut, en effet, le peuple burundais ?

On ne peut répondre à cette question autrement qu'en évaluant les acquis d'une longue lutte de libération que le peuple a menée. Et vu les causes qui nous avaient poussés sur la voie de la révolution, non seulement ces acquis sont mitigés, mais aussi grands sont les risques qu'ils puissent être remis en chantier.

Partant de cette inquiétude, je vais essayer de faire un état des lieux de la sociopolitique burundaise actuelle, avant de proposer l'apport du CDP. Je passerai en revue seulement trois volets :

- la question du génocide Hutu ;
- la vie des institutions politique et de la gestion de l'Etat en général ;
- le standing de vie des Burundais.

a) La question du génocide hutu

Dans tous les pays qui ont connu des actes de génocide, aucune voix, y compris la Communauté Internationale, ne ménage un pouvoir qui ménage les génocidaires.

Ainsi le 29 mai 1998, l'Assemblée Nationale Française a adopté à l'unanimité une proposition de loi relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915, donc exactement 83 ans après le génocide en question.

Et il n'y a pas une année, le président Sarkozy a obtenu que soit confiée aux enfants de CM6, l'équivalent de notre 6^{ème} année primaire, un document qui relate le calvaire du peuple juif, ce que l'on a appelée « la Mémoire de l'enfant de la shoah ».

Chez notre voisin du Nord, on n'en parle même pas.

Chez nous, c'est tout le contraire !

Il est temps qu'une génération politique de Hutu et de Tutsi animée d'énergie positive prenne ses responsabilités. Les régimes qui ont succédé à Micombero et précédé Ndadaye ne l'ont pas voulu, et logiquement ; Ndadaye ne l'a pas pu ; ses héritiers ne l'ont pas essayé, le régime actuel n'y a même pas pensé. Pire, dans certaines situations, on se retrouve aujourd'hui avec des faits et gestes qui rappellent étrangement ceux des années du micombérisme pur et dur. Quelques exemples :

- Sous Bagaza, la sûreté nationale était la police la plus redoutée. Mais alors, qui peut aujourd'hui dire que la Documentation nationale incarnée par l'homme que vous connaissez est moins tortionnaire que la sûreté de Bagaza ?
- Autre exemple : on a toujours crié haro, et avec raison, sur l'animalité de l'armée mono-ethnique tutsi. Mais qui, en 2007, a massacré et jeté dans le fleuve Ruvubu une trentaine de Hutu à Muyinga ?
- En 1972, Buterere, comme je l'ai dit, a accueilli des milliers de corps des Hutu massacrés par les micombéristes. En 2007, la même Buterere enterre des centaines de hutu massacrées par les autres Hutu.

Je boucle cette série d'exemples par la pauvre Kamenge : En 1969, 4 syndicalistes ont été tués à Kamenge par l'oligarchie Tutsi. En 2007, Kinama, zone voisine de kamenge est endeuillé : 4 Hutu sont massacrés par les Hutu, pour des raisons politiques.

Voilà les premières heures des dividendes de notre révolution ! Dépassé par les événements, quelqu'un disait : « Où vont-nous ? »

Cet état de la question du génocide hutu fait, je passe aux autres secteurs de la vie nationale.

b) L'état de la prestation des services publics

Les services publics ; quels gâchis ; quel archaïsme !

Premier exemple : au Burundi, la feuille des audiences n'existe quasiment pas ! Celui qui accueille sort seulement de son bureau quand l'envie le prend de prendre l'air frais, pour appeler qui il veut parmi ceux qui l'attendent à la porte. Tant pis si vous avez marché de Busoni à Bujumbura ; tant pis si vous n'avez pas un gîte à Bujumbura ; tant pis si vous avez

à regagner votre poste d'attache pour peut-être accueillir d'autres personnes qui vous y attendent ; donc tant pis pour le temps qui n'attend pas ; et voilà un Burundi du 3^e millénaire !

Après mille génuflexions, vous voilà maintenant au bureau. Dans d'autres pays, quand on entre dans un bureau, la phrase « que puis-je faire pour vous », est automatique. Chez nous, même un bonjour, on n'y a pas droit !

Prenez maintenant un peu de temps et passez devant la PAFE ! Des centaines de citoyens venus de partout attendent leurs passeports. Un, deux, trois, quatre jours, une semaine voire davantage, le passeport n'est pas encore là : la machine est en panne, le chef n'est pas là pour la signature, etc., etc., mais si vous faites quelque chose, on peut arranger. On arrange et pour un passeport qui coûte 50.000 FBU, il faut dépenser au moins le double pour l'avoir, sans compter les jours qu'il faut attendre et consommer de l'argent qu'on n'a pas.

Dans le pays où on a la conscience du temps, les passeports sont délivrés par des communes !

c) La question de l'autorité publique

Au Burundi, nous vivons une crise totale de l'autorité, qui se manifeste par ce que j'appelle une « horizontalité de l'autorité ». L'autorité doit être verticale !

Ce qu'il faut savoir, le pouvoir est une chose, l'autorité en est une autre. Et pour qu'il y ait transformation de celui-là en celle-ci, il faut qu'il y ait automaticité quelque peu métaphysique entre « dire » et « faire ». Autrement dit, il faut que le dire du Chef soit une « parole-acte ». Et cette figure ne se décrète pas ; c'est par les attitudes et les actes devant des situations étranges que l'on juge de votre autorité. Et petit à petit, celle-ci finit par s'imposer, si bien qu'elle devient ubiquiste : le sujet aura peur de commettre une faute non pas parce qu'il voit l'autorité, mais parce qu'il la sent. Comme pour dire : « Si je ne le vois pas, ce qui est sûr, lui il me voit » ! Et c'est dans ce sens que l'autorité cesse d'être horizontale pour devenir verticale. Un chef qui n'est pas encore parvenu à faire respecter l'ordre selon cette conscience métaphysique, il a le pouvoir, il n'a pas l'autorité ! Et des fois, il est constamment obligé de rappeler à son sujet que c'est lui le chef, juste comme ce président que vous connaissez, qui tapait du point sur la table pour dire : ni munyubahe ndi umugore wanyu ! Respectez-moi, je suis votre époux ». Ridicule !

d) La question de la gestion du revenu national

Le dernier volet que je voulais survoler dans cet état des lieux concerne la gestion du gâteau nationale.

Sous les régimes du micombérisme pur et dur, le pouvoir appartenait à une clique de Hima originaires de Bururi.

Nous y revoilà ! L'Etat du Burundi est redevenu une entreprise privée : quelques 200 personnes s'accaparent tout le revenu de plus de 8 millions de Burundais ! Quelques illustrations seulement :

- Un cabinet de quelques 30 personnes, pour un petit pays comme le Burundi, ce n'est pas seulement de l'égoïsme et du cynisme vis-à-vis du peuple, c'est tout simplement une vol du peuple institutionnalisé.
- Un Parlement de quelques 140 personnes, notre petit Burundi flotte dedans ! C'est plus que trop sur son dos ; c'est du vol du peuple institutionnalisé !
- Un Sénat de 33 personnes, mon Dieu ! La notion de sénat même au Burundi est pour moi une extravagance à la limite du ridicule !
- Deux vice-présidences pour un petit et pauvre pays comme le Burundi, ce sont des dépenses qu'on jette par la fenêtre ; c'est du vol du peuple institutionnalisé !
- Les anciens chefs d'Etat et leur retraite !

Oui, nous leur devons du respect, même si eux ils nous ont rarement respectés ! Des indemnités de retraite oui ! Mais pas comme les Princes saoudiens, alors que des millions de burundais ne mangent qu'à peine une fois les deux jours ! Il est hors de propos que 4 ou 5 individus, sous prétexte qu'ils ont été chefs d'Etat, s'accaparent en un mois ce qui peut rémunérer tous les médecins du Burundi en un an !

Ceci dit, le problème au Burundais n'est donc pas la pauvreté, c'est d'abord une question de vol du peuple institutionnalisé ; c'est ensuite et par conséquent un manque du sens des priorités ! Je préfère un parlement de 50 personnes à un hôpital sans médecin ni médicaments ; je préfère la mort du Sénat à celle de l'école ; je ne comprends pas comment un seul homme peut cumuler les avantages d'ancien dignitaire et de sénateur, alors qu'un médecin ne sait même pas renouveler sa chaussure sans contracter un crédit !

Ajouter à ce vol du peuple institutionnalisé les malversations comme aucun régime burundais ne s'en était jamais rendu coupable, et vous comprendrez pourquoi le bien-être du burundais est des plus mauvais depuis au moins un demi-siècle.

Par exemple, dans les années 60, le Burundais mangeait au moins deux fois par jour. Aujourd'hui, même une fois par jour, c'est par miracle.

Il y a vingt ans, une jeune fille enseignante à l'école primaire ne sortait pas de chez elle pour partir en mariage, sans avoir construit une maison en tôle à sa famille, et une maison bien cimentée et bien meublée ! Aujourd'hui, même un Directeur Général n'en est pas capable !

Il y a quelques dix ans, un cadre moyen de l'Etat pouvait payer son loyer et économiser. Aujourd'hui, un Directeur Général n'est pas en mesure de payer régulièrement son loyer !

Aujourd'hui, le fonctionnaire burundais ne connaît plus la fin du moins ; les jours se succèdent et se ressemblent ; les enfants qui grandissent maintenant vont parler plus tard comme le comédien Coluche :

« *Quand j'étais petit à la maison, le plus dur c'était la fin du mois... Surtout les trente derniers jours* » !

Certes, il faut éviter de tomber dans le populisme ; les inégalités ne vont jamais manquer ; même au ciel, il y a les anges et les archanges ; je ne me fais donc aucune illusion là-dessus. Mais je crois qu'il y a moyen de fonder un Burundi où chacun peut manger ne serait-ce qu'une fois par jour ; il suffit d'une politique responsable, il suffit d'une justice sociale juste, **il suffit de faire en sorte qu'il n'y ait pas des Burundais à part entière et des Burundaise entièrement à part. C'est ça la philosophie qui sous-tend notre Projet de Société.**

Quelques uns des projets inédits du CDP

Nous avons beaucoup de projets inédits pour le Burundi. Compte tenu des exigences du temps, j'en présente ici deux, dont la pertinence préfigure déjà le sens des innovations dont le CDP se veut porteur. Il s'agit :

- de l'ordre dans l'Etat et dans la gestion des affaires de l'Etat : « gushira igihugu ku murongo » ;
- de l'industrie de la culture.

1) Gushira igihugu ku murongo : ou l'ordre dans la prestation des services publics

Cet ordre sera une sorte de **carrée patriotique**, qui a ceci comme côtés :

- a) le retour au travail ;**
- b) la « Transparence transparente » ;**
- c) la « renationalisation de l'Etat » ;**
- d) La restauration de l'autorité publique.**

a) Le retour au travail

Je savais que les fonctionnaires burundais ne travaillent pas vraiment. Mais quand j'ai eu à visiter les différents services pour les différentes formalités concernant le dossier de l'agrément de mon Parti, je me suis rendu compte que c'est même pire que ce que je croyais ! Voilà. J'arrive dans un bureau, où j'ai pris rendez-vous avec un chef. Je demande. Où est votre chef ? Il n'est pas là. Et qui s'occupe de ses dossiers quand il n'est pas là ? Je ne sais pas. Travaillez-vous ici ou vous êtes stagiaire ? Je travail ici. Depuis combien de temps ? Depuis 10 ans. Et le chef revient quand ? Je ne sais pas.

Donc, si ce n'est pas arriver au service à dix heures pour rentrer à 11 heures, ce sont des réponses de types : tel n'est pas sur place, telle machine est en panne, tel chef est en mission, telle autre est en congé etc. Et quand vous appelez pour demandez l'état d'introduction de votre dossier, c'est pour vous dire : **Oui, Ndiko ndihweza ingene notangura kwiyumvira ukuntu noraba uburyo bwo kwibaza ingene nogerageza kuyikora, ngaca ndaba ingene nogerageza kuyigushikiriza ningoga** » !

Le travail ! Il faut surtout une remise des députés au travail. Un député est là pour parler pour le peuple. Or, on ne peut parler pour quelqu'un dont on ignore les préoccupations. Et on ne peut connaître les préoccupations de quelqu'un qu'on ne fréquente pas ! Il y a des députés qui rentrent dans leurs villages quand ils vont en campagne, et qui y retournent au terme de leur mandat pour quêmander d'autres voix ! Et ceux qui se disent aller vers le peuple, ils ne se limitent qu'au chef lieu de leur province ou au centre de négoce de leur village natale. Il suffit qu'une province dispose de 3 députés

par exemple provenant de 2 ou trois communes, pour que ces communes soient les seules à être visitées par les élus représentant toute une province ! Les autres communes seront visitées à la recherche des voix à la veille de la campagne.

Pour remédier à cela, le CDP a imaginé une politique originale, inédite : sauf pour contraintes professionnelles incontournables, les députés résideront au chef-lieu de leur province d'origine, afin qu'il jouent effectivement le rôle pour lequel ils auront été élus. Et pour chaque commune, il y aura une fois tous les deux mois une séance d'entretien d'un député avec le Conseil Communal. L'argent que le peuple dépense pour le salaire des députés doit être utilisé pour résoudre ses problèmes et non pour parler le gros français dans les bars de luxe à Bujumbura ! Déjà rien qu'en consommant au sein de son électorat, le député va contribuer à améliorer indirectement l'essor socio-économique de ceux qui lui auront fait confiance. Et ça c'est une question de patriotisme actif ; partout ailleurs dans les nations civilisées c'est comme ça ; un député n'est absent dans sa circonscription électorale que durant la Session !

b) La « transparence transparente »

Ceci paraît une tautologie ; mais il en est ainsi. Car le tout pour une vitre n'est pas d'être transparente ; encore faut-il qu'elle soit placée là où il y a de la lumière ! Dans le noir de la nuit, toutes les vitres sont opaques !

Ainsi, ceux qui se targuent d'être transparents tout en se plaçant dans l'obscurité totale, leurs jours sont comptés ; « izuba riraserutse », comme le dit notre hymne !

Ainsi, la transparence dans l'Assemblée Nationale !

L'Assemblée nationale devra siéger en live ! Oui ! La télévision et la radio devront transmettre en direct les séances des plénières ! Comme ça, ceux qui vont à l'Hémicycle pour n'attendre que la levée de la séance pour aller baratiner aux cabarets ce qu'ils n'ont pas pu dire devant le peuple, ce qui est sûr ils croiseront sur leur chemin quelqu'un pour leur dire : « Mon ami, arrête de nous distraire, au Burundi on se connaît en détail : pourquoi est-ce tu n'as pas dit cela à Kigobe » ? Et le peuple saura alors qui est devenu parlementaire pour parler et qui est devenu parlementaire pour parlementer !

Ainsi, la transparence dans les finances !

Partant de l'adage burundais qui dit « umureretsi w'igisuma niwe musuma », le CDP entend mettre en œuvre ce que l'on appelle « une culture de la responsabilité citoyenne ». Toute personne doit veiller à ce que tout bien public soit respecté ; en cas de vol tous les collègues du voleur devront être interpellés pour complicité au vol. Par ailleurs, l'usage des caméras de surveillance dans les endroits stratégiques pourra nous aider à détecter certains cas de vol ou de corruption flagrants.

c) la décentralisation des services publics

L'ordre dans l'Etat passe aussi par la décentralisation des services publics.

J'ai déjà souligné combien le citoyen souffre dans ce domaine. Le CDP envisage :

- la délivrance des passeports dans 5 centres du pays (le Nord, le Sud, l'Est, l'Ouest et le Centre ;
- la délivrance des Extraits du Casier Judiciaire au niveau des provinces ;
- la mise en place d'un Département au près du Ministère du travail et de la Fonction Publique Chargé du Contrôle de la Qualité des Services Publics.

d) La restauration de l'autorité publique

Gushira igihugu ku murongo passe enfin et surtout par la restauration de l'autorité de l'Etat, en la rendant verticale. J'ai déjà dit qu'elle est horizontale. En effet, on ne sait pas qui fait quoi !

En vue de restaurer l'autorité publique, les réformes suivantes s'imposent :

- l'instauration d'un réel système présidentiel, fort et responsable ;
- la considération de la politique comme un métier des hommes intègres et non un refuge des anti-modèles sociaux, ce qui passe notamment par l'interdiction politique de fait ou de droit de tous les hommes et les femmes qui ont hautement trahi la nation. Car comme on doit le savoir, un ordre est d'autant plus respecté qu'il émane de quelqu'un qui a toujours fait montre de respect de l'ordre.

e) La renationalisation de l'Etat

J'ai montré combien le revenu national des plus des 8 millions de burundais rentrait dans le ventre de quelques 200 personnes. L'Etat burundais est privatisé ; nous devons la renationaliser. Pour ce faire, les réformes suivantes s'imposent.

- La suppression des institutions dont l'Etat peut se passer sans que le peuple n'en souffre ;
- la compression des effectifs pour les institutions dont le budget dépasse largement les capacités économiques du pays ;

Les institutions à supprimer, du moins jusqu'à nouvel ordre économique, sont notamment :

- les deux vice-présidences ;
- le Sénat ;
- la brigade anti-corruption.

Les institutions à dégonfler sont, du moins jusqu'à nouvel ordre économique, notamment :

- l'équipe gouvernementale, qui ne doit pas dépasser 15 personnes ;
- l'Assemblée nationale, qui ne doit pas dépasser 80 personnes.

Dans tous les cas, une loi ne perd pas sa force parce qu'elle est adoptée par un parlement de 50 personnes au lieu de 500 ! De même, une loi ne perd pas sa force parce qu'elle est votée par un parlement monocaméral !

2) L'industrie de la culture

Dans le domaine culturel, le CDP vient aussi avec une nouveauté avec ce que nous avons appelé « Industrie de la Culture ». Il s'agit de toute une étude qui a pour ambitions de faire de la culture une vitrine du Burundi par rapport au monde extérieur.

Les pays qui n'ont ni pétrole ni diamant à vendre ont compris. Ils ont choisi d'exporter leurs hommes de culture. Or soyez-en rassurés : la culture burundaise ne sera pas vendue à l'extérieur avec le Pop ou le hip-hop, que d'autres font mille fois mieux que nous ! Ce qui va vendre la culture burundaise, ce sont nos chanteurs et danseuses qui savent manier les instruments, les cordes vocales et les pas typiquement burundais ; ce qui va donner à notre culture ses lettres de noblesse, c'est finalement une recherche culturelle qui puisse faire que le monde extérieur nous visite à l'occasion des fêtes nationales authentiques.

Quand entre concepteurs nous avons discuté de la question de fête nationale authentique, nous nous sommes heurtés à un problème : le Burundi ne célèbre aucune fête authentiquement burundaise. Et ça, c'est une spécialité burundaise ; ailleurs ce n'est pas le cas !

Ce que voyant, nous avons alors fouillé dans le passé ; nous sommes tombés sur l'umuganuro la fête des semailles. Dans le cadre de l'« industrie de la culture », nous entendons restaurer cette fête.

Quand l'administration tutélaire belge a supprimé l'umuganuro en 1934 par la main du supérieur de la Paroisse Bukeye le Révérend Père Canonicat, elle l'accusait son caractère païen ! Or, les Blancs ont supprimé l'umuganuro chez nous, tout en le maintenant chez eux ! En effet, au niveau du fond, leur carnaval a tout de l'umuganuro sauf le nom ! Et au niveau de la forme, il est à se demander ce qui de l'umuganuro et du carnaval est plus païen !

Le paradoxe de la diabolisation de l'umuganuro s'observe encore mieux quand l'on se tourne du côté de l'église catholique. En effet dans l'église catholique, il y a au moins une fois l'année une célébration dominicale dédiée à la « fête de la Moisson » ! Et là, les offrandes sont constituées de produits agricoles. En Côte d'Ivoire c'était surtout l'igname et la banane plantain.

Ça nous coûterait quoi alors nous autres Burundais de célébrer la fête de la moisson ou la fête des semailles ? Peu importe le nom !

Rappelons que le Résident Général Harroy avait restauré l'umuganuro en 1958, avant qu'il ne soit rebalayé par Micombero, quand il a pris le pouvoir. Et pour ceux qui ne le savent pas ou l'avaient oublié, la suppression de l'umuganuro par Micombero n'a d'autres raisons que ce que l'on pourrait appeler l'« incident de Muramvya ».

En effet, lors du dernier Muganuro, tous les invités d'honneur, ceux venus de l'étranger y compris, furent protocolés pour la visite solennelle de la demeure de Karyenda, le tambourin royale. Quand Micombero, qui en qualité de chef des armées s'est présenté au seuil de la demeure de Karyenda, le prince Bakareke a tendu la lance sur son passage, avec les mots : « Hari umugumo » (Halte !). Ce fut le dernier Umuganuro ! Et depuis, il n'y a plus au Burundi aucune fête authentiquement burundaise, qui puisse interpeller tout Burundais partout où il est, qui puisse attirer ainsi le plus grand

nombre de touristes possibles pour visiter notre beau pays.

En dernière instance, le colonisateur a assassiné notre culture, donc notre pays ; Micombero en enterré le corps ; le CDP doit le ressusciter ! Et nous voulons commencer par l'Umuganuro en l'adaptant, cela va sans dire, aux réalités du moment. Ce que nous allons en garder, c'est notamment :

- le nom ;
- son caractère fédérateur ;
- son contexte de redistribution des richesses et des biens matériels en ceux qui en sont démunis.

Ce que nous allons lui ajouter, c'est la génération des fonds par le biais des touristes et des retours des Burundais de l'étranger au pays natal pour célébrer la vie dans une ambiance de fête nationale, mais aussi le retour des Burundais des centres urbains à leurs villages natales. Car les Burundais, c'est une parenthèse qui vaut la peine d'être soulignée, nous ne sommes pas les bons amis de nos terres natales. Ne disons- nous pas d'ailleurs : « uwukize akira iwabo » (L'homme évolué se guéri de son village natal). Au CDP nous disons : uwukize akiza iwabo (la meilleur des richesses est celle partagée avec les siens au village natal) ! Les Vietnamiens, partout où ils se trouvent dans le monde entier, se préparent pendant toute l'année pour célébrer le nouvel an vietnamien. Les ivoiriens de l'ethnie Baoulé font de même pour le Pakinou, qui a lieu au même moment que la pacque chrétienne. Pendant une semaine, tous déferlent sur Bouaké la capitale du pays Baoulé, et il n'y a pas d'excuses pour les absents. Et chacun s'arrange pour repartir avec un produit acheté au village.

L'umuganuro sera notre *pakinou* ! Comment sera-t-il organisé ?

Comme les différentes coupes du monde, ce sera une fête mobile, ayant lieu de province en province, annuellement bien entendu. De concert avec le ministère ayant la culture dans ses attributions, la province qui a l'Umuganuro dans ses murs se préparera en conséquence. Elle mobilisera ses ressortissants et sa diaspora, où qu'ils se trouvent au Burundi et dans le monde entier, pour un retour au village, comme cela s'observe chez d'autres peuples. Un compte « umuganuro » sera ouvert, qui accueillera les dons des natifs, les dons des ONG locales et internationales, les sponsors des entreprises et autres associations qui, en contre - partie, bénéficieront des spots publicitaires dans les médias d'Etat.

Deux genres de compétitions auront lieu.

- la compétition des artistes du spectacle ;
- la compétition des projets de développement économique des communes, en commençant par les communes rurales.

Les prix les plus alléchants seront attribués aux meilleurs artistes, alors que les 10 meilleurs projets communaux bénéficieront d'un financement pour leur mise en exécution. Les ressortissants de chaque commune se mettront ensemble pour élaborer un projet de développement qu'ils soumettront à une équipe d'Experts en études de projets.

La finale aura toujours lieu dans un palais de la culture, que nous envisageons construire à Muramvya juste à l'ancienne demeure de Karyenda, d'abord pour aiguillonner une renaissance de la Nation du point de vu de son histoire, ensuite et surtout pour des mobiles touristiques.

Je dois signaler que durant ces festivités, les marchands professionnels des spectacles du monde entier auront été mobilisés à cette fin !

On peut toujours trouver à redire quant à cette renaissance nationale.

Ce qui est indiscutable est ceci : durant ces retours au village, l'homme qui vendait un casier de bière par semaine pourra en vendre une dizaine par jour ! Celui qui vendait un régime de banane par semaine pourra en vendre 5 par jour. Quant aux artistes, ils pourront faire de l'umuganuro une bonne vitrine pour se vendre. Abidjan abrite une fois les 3 ans le « MASSA », Marché des arts du spectacle africain », où les meilleurs artistes africains et les meilleurs marchands des spectacles venus du monde entier se rencontrent sur le marché ! Les artistes se font vendre pour des contrats qui font rêver. A Ouagadougou, le FESPACO, rencontre annuelle du Cinéma, fait des richards ! Pourquoi pas nous ?

Mesdames Messieurs vaillants Patriotes ;

Voilà le pays que veut bâtir le CDP. Et comme on le voit, la politique du CDP n'est pas faite pour des politiciens qui n'ont d'exploits que les crimes qu'ils ont commis, qui n'ont le moindre feu d'amour pour la patrie, qui profite du désordre pour s'enrichir. C'est pourquoi nous positionnons le CDP comme un parti neuf, avec un programme neuf, élaboré par des esprits neufs, pour un Burundi neuf !

(à suivre)